

## Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2019 (INE)	2020 (Budget 2021)	2021 (Budget 2021)
Croissance PIB (%)	2,2	- 8,5	+ 5,4
Solde public (% du PIB)	+ 0,2	- 7,3	- 4,3
Dettes (% du PIB)	117,7	134,8	130,9
Taux de chômage (% PA)	6,5	8,7	8,2
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	0,3	- 0,1	+ 0,7

Indicateurs du commerce extérieur	Août 2020
Exportations de biens (Md€, Banco de Portugal)	33,9 (- 14,1 % en g.a.**)
Importations de biens (Md€, Banco de Portugal)	43,3 (- 18,3 % en g.a.)
	Août 2020
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	14,3 (- 39,7 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	8,8 (- 25 % en g.a.)

\* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

\*\* Glissement annuel

## MACROECONOMIE

- Le PIB chute de 5,8 % en glissement annuel au 3<sup>ème</sup> trimestre

D'après [les données de l'Institut National de Statistiques](#), le PIB a diminué de 5,8 % en g.a. au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 mais rebondit de 13,2 % par rapport au trimestre précédent. Le Ministre de l'Economie, Pedro Siza Vieira, a souligné que la reprise du 3<sup>ème</sup> trimestre était supérieure à celle de la moyenne de la zone euro et que ces données montrent que « le Portugal continue à converger avec l'Union européenne ». Cependant, les données d'Eurostat montrent, qu'à ce stade, la récupération est relativement lente au Portugal, sur la perte de production du 1<sup>er</sup> semestre (env. 8,7 Mds€) le Portugal n'a récupéré que 63 % (5,5 Mds€) contre près de 80 % pour la France.

- Les investissements directs étrangers du 1<sup>er</sup> semestre reculent, le Portugal résiste

Les flux d'IDE globaux comptabilisés par [l'OCDE](#) au 1<sup>er</sup> semestre 2020 ont diminué de 50 % par rapport au dernier semestre 2019, atteignant 364 Mds USD, un plus bas depuis le 1<sup>er</sup> semestre 2013. Les flux entrants au Portugal ont atteint 2,9 Mds USD sur le 1<sup>er</sup> semestre 2020, une baisse de 24 % par rapport au dernier semestre 2019, reflétant une performance comparativement meilleure.

- Les IDE américains au Portugal ont totalisé près de 1 Md€ entre 2014 et 2019

Selon les données [du Baromètre des Entreprises américaines au Portugal](#), les IDE américains au Portugal ont atteint environ 991 M€ entre 2014 et 2019. L'étude, réalisée par la Chambre de Commerce américaine au Portugal et PwC estime que 48 projets ont été réalisés sur cette période, correspondant à 4 % de l'investissement total réalisé au Portugal, dont la majorité en 2018. Au total, ces investissements ont permis la création de plus de 6000 emplois et concernaient principalement le secteur des technologies de l'information (env. 30 % du montant des investissements) avec l'installation ou l'expansion de plusieurs géants américains (ex. Google, Amazon et Uber). Les investissements américains sont particulièrement importants pour les startups portugaises, représentant 59 % des financements (« *venture capital* ») captés par ces entreprises en 2019. Le président de l'AICEP a souligné le poids croissant des investissements américains, en particulier depuis 2008, dans un contexte où le Portugal cherche à diversifier ses sources d'IDE.

## POLITIQUE BUDGETAIRE

---

- **Budget 2021 : le projet de Budget est adopté de justesse en première lecture**

Le Gouvernement est parvenu à faire adopter le projet de Loi de Finances pour 2021 en première lecture. A l'issue de plusieurs semaines de négociations tendues, le projet de Budget du Gouvernement a été adopté de justesse grâce à l'abstention des communistes, des Verts, du PAN et de deux députées indépendantes. Le gouvernement socialiste, minoritaire à l'Assemblée, n'a néanmoins pas réussi à obtenir l'adhésion de son ancien allié à gauche, le Bloc de Gauche, qui s'est finalement opposé au texte. La responsable du parti, Catarina Martins a estimé que « [le Portugal] avait besoin de plus de moyens et de personnel dans le Service National de Santé » tandis que le Premier ministre, Antonio Costa, l'a accusé d'avoir « déserté la gauche ». Pour leur part, les communistes continuent à négocier avec le gouvernement en vue de l'adoption finale du texte au Parlement prévue le 26 novembre tout en rappelant que leur abstention n'est pas acquise. Certains observateurs politiques estiment cependant que la division au sein de la gauche ne serait pas définitive mais résulterait de la volonté du Bloc de Gauche de se démarquer du Gouvernement qui doit faire face à une situation économique difficile.

- **Budget 2021 : le CFP estime que le projet est « globalement neutre »**

Dans son rapport sur le projet de loi de Finances 2021, en cours de négociation au Parlement, le Conseil des Finances publiques estime que la politique budgétaire devrait être « globalement neutre », mais utilise cependant l'expression « modérément expansionniste » à quelques reprises. Le scénario du Gouvernement prévoit d'atteindre un déficit de 9,1 Mds€ l'an prochain (4,3 % du PIB), soit une amélioration de 2,9 p.p. par rapport au déficit prévu cette année. Malgré ces efforts de redressement, le CFP considère qu'il ne s'agit pas d'un budget d'austérité mais que cette trajectoire sera rendue possible par l'aide financière de l'UE qui permettra d'assurer des dépenses correspondant à 0,7 % du PIB, à travers REACT EU et les transferts prévus dans le cadre du Plan de Relance et de Résilience. Sans cet apport, le CFP estime que le déficit serait supérieur à 5 %.

Le solde structurel, corrigé des effets cycliques et des mesures temporaires, devrait également s'améliorer de 0,2 p.p., à 3,3 %. Le CFP reconnaît qu'il y a une volonté politique de garder sous contrôle la trajectoire de la dette publique et de maintenir des coûts de financement bas, au prix cependant d'une marge de manœuvre budgétaire limitée. Le CFP estime qu'il existe un degré élevé d'incertitude étant donné le contexte de crise sanitaire mais continue à défendre des programmes de soutien aux ménages et aux agents économiques. Le CFP juge par ailleurs insuffisantes les prévisions d'impact budgétaire des mesures liées au covid-19 et reproche un « manque de transparence » qui porte préjudice au travail des institutions indépendantes.

- **La pandémie aggrave le déficit de près de 7,8 Mds€ jusqu'en septembre**

Le déficit des administrations publiques a atteint 5,7 Mds€ en septembre 2020 soit une aggravation de 7,8 Mds€ par rapport à l'année dernière sur la même période. Il résulte à la fois de la contraction des recettes (- 6,9 %) et de la hausse des dépenses (+5,2 %) du fait de la pandémie et des mesures prises en conséquence. Le Gouvernement évalue le coût des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises à au moins 3 Mds€ dont environ 830 M€ pour les pertes de recettes, essentiellement liées aux moratoires fiscaux, notamment sur l'impôt sur les sociétés, et aux exemptions fiscales dans le cadre du régime exceptionnel de chômage partiel (*layoff*) et de l'aide à la reprise progressive de

l'activité qui lui a succédé. La hausse des dépenses (2,1 Mds€) est principalement due au dispositif de *layoff* (873 M€) et à l'acquisition d'équipements de santé (382 M€).

Par ailleurs, la baisse de l'activité s'est répercutée sur les recettes fiscales en particulier de la TVA (- 9,6 %). Le gouvernement souligne enfin la hausse de l'investissement dans le Service National de Santé (SNS) qui a plus que doublé sur la période et dépasse l'exécution budgétaire entière de l'année précédente (187 M€ contre 156 M€) accompagné d'une réduction significative des arriérés de paiement du SNS.

- **La dette publique portugaise atteint 130 % du PIB au 3<sup>ème</sup> trimestre**

Le ratio de la dette publique portugaise au PIB a atteint 130 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 d'après [les données publiées par la Banque du Portugal](#), le poids de la dette publique a augmenté de 3,9 p.p. par rapport au trimestre précédent. En dépit d'une diminution du volume de la dette de 112 M€ en septembre par rapport au mois d'août, elle a atteint un nouveau maximum depuis 2017. Pour rappel, le Gouvernement estime qu'elle devrait atteindre 134,8 % du PIB cette année, des prévisions plus optimistes que celles du Conseil des Finances Publiques (137,6 %) et du FMI (137,2 %).

## SECTEUR BANCAIRE

---

- **Le poids des moratoires concédés au Portugal est le plus élevé d'Europe**

L'agence de notation canadienne *DBRS* évalue le poids des moratoires à 22 % des encours de crédits des banques analysées dans le cadre de son étude « *European Bank Moratoria : Short-Term Relief Only* ». L'étude porte sur 45 institutions financières européennes dont trois banques portugaises (*BCP*, *Novo Banco* et *Montepio*). L'agence souligne que le dispositif portugais est celui qui compte la part la plus importante de moratoires de long-terme, à échéance 2021, qui représentent les 3/4 des moratoires, soit 15,5 Mds€. Plusieurs analystes ont évoqué une « bombe à retardement » qui permettrait de maintenir temporairement en activité des entreprises non-viables qui se trouveront dans l'incapacité d'honorer leurs remboursements. Le Conseil des Finances Publiques estime pour sa part que les moratoires pourraient amener l'Etat à intervenir davantage pour compenser les conséquences du dispositif en cas de défauts de paiement. D'après les estimations d'*Allianz*, le ratio de crédits non performants des banques portugaises pourrait s'élever de 14,1 % à 17,3 %.

## SECTORIEL

---

- **Le prix de l'immobilier résidentiel diminue pour la première fois depuis 5 ans**

Le prix de vente des biens résidentiels a diminué en glissement mensuel pour la première fois depuis septembre 2015. [Une note](#) [accès payant] de la société *Confidencial Imobiliário* indique que son « Indice des prix résidentiels » au Portugal continental a diminué de 2,1 % au mois de septembre par rapport au mois précédent. En glissement annuel, les prix de vente ont augmenté de 7,9 % ; en net ralentissement par rapport au mois d'août 2020 lorsque le taux de croissance atteignait encore 11,7 %. Le directeur de *Confidencial Imobiliário* estime cependant que cette baisse n'aura de « signification qu'en fonction de l'évolution du marché sur les prochains mois » considérant que le marché pourrait résister jusqu'à la fin de l'année.

- **Le Gouvernement serait ouvert à une nouvelle taxe sur les voyages maritimes et aériens**

Devant le Parlement, le Ministre des Finances João Leão a admis que le gouvernement était « ouvert à la question d'une taxe carbone sur les transports aériens et maritimes », répondant à une question d'une députée du PAN. Selon les calculs de l'association de défense de l'environnement *Zero* une taxe carbone pourrait rapporter plus de 3 Mds€ au Gouvernement si elle s'appliquait au secteur de l'aviation. D'après les calculs de la Commission européenne, la mise en œuvre d'une nouvelle taxe se traduirait par une augmentation directe d'environ 24 € du prix moyen des trajets.

- **5G : Altice fustige le retard d'Anacom**

Le PDG d'*Altice Portugal* accuse le régulateur des télécommunications portugais, *Anacom*, de « mentir aux portugais » et souligne le retard de deux mois sur le calendrier annoncé en juillet. Il a également accusé le règlement des enchères d'être « truffé d'irrégularités » et de réserver le spectre à des nouveaux entrants à travers des réductions et en les exemptant « d'obligations de couverture », en ligne avec les accusations récentes de *Vodafone* et *Nos*. Le règlement final n'est pas encore connu mais devrait être publié prochainement.

## DIVERS

---

- **Le gouvernement a publié son Programme National d'Investissement à l'horizon 2030**

Le Portugal prévoit d'investir 42,9 Mds€ dans les infrastructures sur la décennie d'après son nouveau [Programme National d'Investissement](#), présenté par le Premier ministre le 22 octobre. Le montant total du PNI 2030 actualisé représente près du double de celui présenté en janvier 2019. La plupart des investissements seront destinés au secteur des transports et de la mobilité (21,7 Mds€), dont la moitié pour le ferroviaire, comprenant le projet de ligne à haute vitesse entre Lisbonne et Porto. Le secteur de l'énergie devrait capter 13 Mds€ et 7,4 Mds€ seront dédiés à la protection de l'Environnement. Le PNI actualisé s'appuie sur un apport significatif des fonds communautaires et comprend les fonds prévus de la « facilité pour la reprise et la résilience » compris dans le plan *Next Generation EU*. L'essentiel des financements seront publics à l'exception du secteur de l'énergie qui sera presque exclusivement financé par des opérateurs privés.

**Responsable de la publication :** Ronan Venetz

Ambassade de France à Lisbonne,  
Service économique  
R. Santos-O-Velho 5,  
1249-079 – Lisbonne

**Rédigé par :** Louis Diéval

**Abonnement/désabonnement :**  
[lisbonne@dgtresor.gouv.fr](mailto:lisbonne@dgtresor.gouv.fr)



**Internet :** <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PT>

**Suivez-nous sur Twitter :** @DGTresor\_Iberia 

**Copyright :** Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne

**Clause de non-responsabilité :**

*Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.*

*Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*